

Les droits de la personne en situation d'urgence : tenir compte des besoins et de la réalité des femmes et des jeunes filles

Résumé de la stratégie parlementaire

Le jeudi 21 mars, l'Association canadienne des parlementaires pour la population et le développement (ACPPD), en collaboration avec CARE Canada et Action Canada pour la santé et les droits sexuels, a invité les parlementaires à participer à une séance de stratégie sur le thème « Les droits de la personne en situation d'urgence : tenir compte des besoins et de la réalité des femmes et jeunes filles ».

Partant du principe selon lequel les droits des femmes et des jeunes filles sont marginalisés dans les situations de conflit et d'urgence, l'événement a réuni des porte-parole, des experts de la société civile ainsi que des sénateurs et députés militant pour les droits des femmes et des jeunes filles convaincus qu'une approche plus systématique peut garantir des interventions humanitaires respectant véritablement les droits et besoins des femmes et des jeunes filles.

L'objectif de la séance était d'engager un dialogue parlementaire multipartite visant à soutenir le leadership de longue date du Canada en matière de santé et de droits des femmes et des jeunes filles en situation d'urgence. Cette démarche revêtait un caractère d'autant plus important en cette année du 25^e anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement, à l'approche du 25^e anniversaire de la Déclaration et du plan d'action de Beijing et du 20^e anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU en 2020.

Fatouma Zara Laouan, spécialiste des questions de genre en situation d'urgence œuvrant au sein de l'équipe d'intervention rapide de CARE au Niger, a fait part de certaines de ses réflexions sur son travail dans les camps de réfugiés et a insisté sur le fait que les services soutenant les droits liés à la santé sexuelle et reproductive et prévenant la violence sexuelle et sexiste sont non seulement efficaces et exécutables en situation de crise humanitaire, mais qu'ils sauvent des vies au même titre que la nourriture, l'eau et les abris. Elle a souligné qu'en toutes circonstances, les intervenants devaient respecter les principes humanitaires que sont *l'humanité, la neutralité, l'impartialité et l'indépendance*, au même titre que les lois et coutumes locales, tout en répondant aux demandes et besoins des femmes et jeunes filles.

Dans le même esprit, le conseiller humanitaire principal du FNUAP Dan Baker a évoqué les infrastructures d'aide et de secours d'urgence ravagées par le cyclone Idai au Mozambique. Il a rappelé que les services soutenant les droits liés à la santé sexuelle et reproductive et prévenant la violence sexuelle et sexiste doivent être intégrés de facto dans les premières interventions des organismes et États lors de catastrophes naturelles, de conflits et d'autres urgences.

// Appel à l'action



Action Canada
for Sexual Health & Rights



Gillian Barth, présidente et chef de la direction de CARE Canada, a fait remarquer que pour une première fois – et il faut s’en réjouir –, décideurs et acteurs issus des milieux de l’intervention humanitaire et de la santé mondiale se sont réunis pour s’assurer que les contributions uniques des femmes et des jeunes filles ne soient plus une préoccupation *a posteriori* dans les situations d’urgence, mais qu’elles soient considérées comme essentielles à une intervention humanitaire et à un rétablissement durables et efficaces. Soulignant le solide bilan du Canada en matière de droits des femmes et des jeunes filles – mentionnons l’Initiative de Muskoka et l’adoption de la résolution annuelle sur l’élimination de la violence contre les femmes par le Conseil des droits de l’homme des Nations Unies, la Déclaration de Whistler et les objectifs de 2030 de la Conférence internationale sur la population et le développement –, M^{me} Barthe a invité les parlementaires canadiens à prendre part à une année d’actions pour les femmes et jeunes filles en situation d’urgence, ce qui contribuera à déployer et soutenir les efforts visant un système humanitaire plus soucieux de l’égalité des genres.

// Discussion

Au cours d’une discussion animée par l’honorable sénatrice Marilou McPhedran, les parlementaires ont discuté de la responsabilité et de l’opportunité qu’ils ont de faire avancer la cause des droits des femmes et des jeunes filles en situation d’urgence.

Les parlementaires ont soulevé d’importantes questions et considérations, notamment la nécessité de veiller à ce que les mêmes services soient aussi offerts au Canada, du besoin de tenir compte du racisme et du néocolonialisme dans notre approche et de la pertinence de travailler étroitement avec les ONG et les experts dans ce domaine. La diplomatie parlementaire et le dialogue interparlementaire ont été proposés comme des moyens privilégiés pour les politiques canadiens de partager l’information et les pratiques exemplaires avec leurs homologues d’autres pays.

// Ressources

En prévision d’un certain nombre d’initiatives stratégiques ponctuelles qui seront déployées au cours de la prochaine année, l’ACPPD, en association avec CARE Canada et Action Canada pour la santé et les droits sexuels, se réjouit de travailler avec les parlementaires de tous les partis, aux fins suivantes :

- Sensibiliser les Canadiennes et Canadiens aux droits liés à la santé sexuelle et reproductive ainsi qu’à la violence sexuelle et sexiste en les aidant à comprendre que les interventions à ce chapitre sont réalisables, souhaitées, efficaces et rentables lorsqu’il s’agit de sauver des vies dans les situations d’urgence.
- Favoriser, dans les processus décisionnels à l’échelle mondiale, la compréhension du changement de paradigme vers un système humanitaire plus soucieux de l’égalité des genres.
- Utiliser les processus parlementaires comme tremplin pour maintenir les efforts visant à promouvoir la santé et les droits des femmes et des jeunes filles dans les situations d’urgence.
- Tenir le gouvernement du Canada responsable de la mise en œuvre intégrale de la Déclaration de Whistler sur l’égalité des genres et le renforcement du pouvoir des

femmes et des filles dans l'action humanitaire et de la Déclaration d'engagement d'Ottawa de la CIPD.

Certains événements seraient propices à la diffusion de notre message :

- 5^e anniversaire de Ramenez nos filles (14 avril 2019)
- Conférence ministérielle, Closing the Gaps in the Humanitarian Response to Sexual and Gender-Based Violence, Oslo, Norvège (24 mai 2019)
- Conférence Women Deliver, Vancouver (3 au 6 juin 2019)
- Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes (19 juin 2019)
- 16 jours d'activisme contre la violence faite aux femmes (25 nov. au 10 déc.)
- Conférence mondiale sur les femmes Beijing + 25, France

Pour obtenir de plus amples renseignements et ressources qui permettraient de soutenir votre engagement dans une année d'actions pour les femmes et jeunes en situation d'urgence, veuillez écrire à info@cappd.ca.

Une année d'action pour les femmes et les filles en situation d'urgence

Mars 2019

Journée internationale des femmes (8 mars) | Le conflit en Syrie entame sa 9^e année (15 mars) | L'intensification des hostilités au Yémen entame sa 5^e année (26 mars)

* * *

Action suggérée : Signer la pétition [#March4Women](#); SO30/Déclaration des sénateurs à l'effet que les situations de conflit et d'urgence constituent une barrière pratiquement infranchissable à l'exercice des droits des femmes et des filles et de l'Agenda 2030.

Gazouillis suggéré : Nous pouvons faire plus pour défendre les droits des femmes et des filles lorsque celles-ci sont les plus vulnérables, à savoir en situation de conflit et d'urgence. Voilà pourquoi, après 4 ans d'hostilités au #Yémen et 8 ans de conflits en #Syrie, je m'engage à marcher pour les femmes ([#March4Women](#)). care.ca/march4women

Avril 2019

5^e anniversaire de Ramenez nos filles (14 avril)

* * *

Action suggérée : Lettre de l'ACPPD au premier ministre et à la ministre du Développement international à l'occasion du premier anniversaire de la Déclaration de Whistler sur l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles dans l'action humanitaire, leur demandant de fournir de plus amples renseignements sur les mesures que déploie le gouvernement canadien pour mettre en œuvre la déclaration.

Gazouillis suggéré : Le 14 avril marque le 5^e anniversaire de l'enlèvement des lycéennes de Chibok ([#ChibokGirls](#)) au Nigéria. 112 d'entre elles sont toujours portées disparues. Pour faire respecter les droits des femmes et des filles, il faut mettre fin à l'impunité des crimes commis à leur encontre en situation de conflit. [#Rameneznosfilles](#)

Mai 2019

Conférence ministérielle *Closing the Gaps in the Humanitarian Response to Sexual and Gender-Based Violence*. Oslo, Norvège (24 mai 2019)

* * *

Action suggérée : SO30/Senator's Statement underlining importance of coordinating with other donors to ensure SGBV prevention, risk mitigation and response programming is provided for in every humanitarian response

Gazouillis suggéré : Plus de 70 % des femmes se trouvant en situation de conflit ou d'urgence ont subi de la [#violencefondéesurlesexe](#). Il est plus que temps que la communauté internationale se mobilise pour défendre les [#droitsdesfemmes](#) lorsqu'elles sont les plus vulnérables : en situation de conflit et d'urgence.

Juin 2019

Conférence de Women Deliver. Vancouver (3 au 6 juin 2019) | Journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle en temps de conflit (19 juin 2019)



Action Canada
for Sexual Health & Rights



* * *

Action suggérée : Créer un comité qui entendra les survivantes et les expertes et experts de la violence sexuelle ou fondée sur le genre et des droits liés à la santé sexuelle et reproductive en situation de conflit ou d'urgence. Demander l'adoption, par les deux chambres du Parlement, d'une motion multipartite proposée par l'ACPPD soulignant l'importance de faire respecter les droits des femmes lorsqu'elles sont le plus vulnérables : dans les situations de conflit et d'urgence.

Gazouillis suggéré : Plus de 70 % des femmes en situation de conflit ou d'urgence ont subi de la violence fondée sur le sexe. Aujourd'hui, en cette Journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle en temps de conflit, je réaffirme mon engagement à l'égard du mouvement #SpeakUp pour les #Droitsdesfemmes en situation d'urgence.

Août 2019

Journée mondiale de l'aide humanitaire (19 août 2019)

* * *

Action suggérée : Article d'opinion ou lettre au rédacteur en chef mettant sous les projecteurs les femmes dans les situations de conflit ou d'urgence en tant que premières intervenantes et organisatrices communautaires indispensables au rétablissement de leurs communautés, mais sous-représentées et souffrant d'un manque de soutien dans les structures décisionnelles humanitaires.

Gazouillis suggéré : En cette #Journéemondialede l'aidehumanitaire, je suis fière de m'exprimer au nom de milliers de femmes (#SpeakUp) qui trop souvent sont confrontées au manque criant de soutien et de reconnaissance au moment d'intervenir en situation de conflit ou d'urgence et ensuite de se relever.

Septembre 2019

Assemblée annuelle de [Call to Action ayant pour thème « Protection from Gender-Based Violence in Emergencies »](#). Ottawa (à confirmer)

Octobre 2019

Journée internationale de la fille (11 octobre)

Novembre – décembre 2019

Conférence de haut niveau CIPD25 : Accelerating the promise (12-15 nov.) | 16 jours d'activisme contre la violence sexuelle et fondée sur le genre (25 nov. - 10 déc.)

Juin 2020

Beijing+25 Global Women's Forum, France.



Action Canada
for Sexual Health & Rights

capppd
CANADIAN ASSOCIATION OF PARLIAMENTARIANS
ON POPULATION AND DEVELOPMENT

acpppd
ASSOCIATION CANADIENNE DES PARLEMENTAIRES
POUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT

